



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE HAUTE-NORMANDIE

Unité Territoriale du Havre

Affaire suivie par Stéphanie NICOLET

Tél. : 02.35.19.32.74

Fax : 02.35.19.32.99

Mél. : stephanie.nicolet@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté du - 7 NOV. 2014

approuvant les prescriptions complémentaires suite au dossier de demande d'autorisation d'exploiter relatif à l'augmentation de la production d'hydrogène de l'unité existante, la captation et la purification du dioxyde de carbone, l'exploitation d'un stockage et de postes de chargement de dioxyde de carbone liquide, et l'exploitation d'un centre de conditionnement d'hydrogène, déposé par la société AIR LIQUIDE HYDROGENE - ZI de Port-Jérôme à NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON.

**Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur,**

- Vu le code de l'environnement notamment son livre V ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.
21 avenue de la Porte des Champs - 76037 ROUEN CEDEX - ☎ 02 35 52 32 00
Site Internet : <http://www.haute-normandie.developpement-durable.gouv.fr>

- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- Vu l'arrêté n°13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les actes antérieurs et notamment les arrêtés préfectoraux du 18 mars 2004, 10 janvier 2005 et 25 juin 2008 autorisant AIR LIQUIDE HYDROGENE à exploiter le site sis Zone Industrielle de Port-Jérôme - 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 avril 2014 annonçant l'ouverture d'une enquête publique de 30 jours du 19 mai 2014 au 19 juin 2014 sur le projet susvisé, désignant M. Dominique LEFEBVRE comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs des communes de Notre-Dame-de-Gravenchon, La Frenaye, Lillebonne, Petiville, Saint-Jean-de-Folleville, Quillebeuf-sur-Seine et Saint-Aubin-sur-Quillebeuf, communes situées dans le rayon d'affichage, ainsi que dans le voisinage des installations ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu la demande en date du 5 août 2013 par laquelle AIR LIQUIDE HYDROGENE, dont le siège social est 6, rue Cognacq-Jay - 75007 PARIS, sollicite l'autorisation d'augmenter la production d'hydrogène de l'unité existante, de capter et purifier du dioxyde de carbone, d'exploiter un stockage et des postes de chargement de dioxyde de carbone liquide et d'exploiter un centre de conditionnement d'hydrogène sur son site sis Zone Industrielle de Port Jérôme sur le territoire de la commune de Notre-Dame-de-Gravenchon (76 330) ;
- Vu les plans et autres documents joints à cette demande ;
- Vu l'avis en date du 24 avril 2014 du Préfet de la région Haute-Normandie en tant qu'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- Vu les certificats des maires des communes concernées constatant que cette publicité a été effectuée ;
- Vu la publication en date du 29 avril 2014 de l'avis au public dans deux journaux locaux ;
- Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu le procès-verbal de l'enquête ;
- Vu l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 14 avril 2014 ;
- Vu l'avis du directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile en date du 31 juillet 2014 ;
- Vu l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 7 août 2014 ;
- Vu l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 25 août 2014 ;
- Vu l'avis en date du 22 juillet 2014 du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) d'AIR LIQUIDE HYDROGENE ;

- Vu les délibérations des conseillers municipaux de Saint-Jean-de-Folleville en date du 27 mai 2014 ;
- Vu les délibérations des conseillers municipaux de Lillebonne en date du 20 juin 2014 ;
- Vu les délibérations des conseillers municipaux de Petiville, Notre-Dame-de-Gravenchon et La Frenaye en date du 26 juin 2014 ;
- Vu la note de la direction générale de la prévention des risques (DGPR) du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5° du R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 septembre 2014 ;
- Vu l'avis en date du 14 octobre 2014 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 17 octobre 2014 ;
- Vu la réponse de l'exploitant en date du 29 octobre 2014 ;

CONSIDERANT

- qu' AIR LIQUIDE HYDROGENE a sollicité l'autorisation d'augmenter la production d'hydrogène de l'unité existante, de capter et purifier du dioxyde de carbone, d'exploiter un stockage et des postes de chargement de dioxyde de carbone liquide et d'exploiter un centre de conditionnement d'hydrogène pour son site sis Zone Industrielle de Port-Jérôme sur le territoire de la commune de Notre-Dame-de-Gravenchon (76 330) ;
- que cette installation est située sur les parcelles cadastrales n°36 et 38 de la section ED de la commune de NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON et représente une superficie totale de 31001 m² ;
- que le projet consiste en l'augmentation de la production d'hydrogène de l'unité existante, le captage et la purification du dioxyde de carbone, l'exploitation d'un stockage et de postes de chargement de dioxyde de carbone liquide et l'exploitation d'un centre de conditionnement d'hydrogène ;
- que l'installation exploitée est notamment soumise à autorisation au titre de la rubrique n°1415 de la nomenclature des installations classées listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et qu'elle est considérée comme existante au sens de ce même arrêté,
- que les activités concernées par cette rubrique sont exercées à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

ARRETE

Article 1^{er} -

La société AIR LIQUIDE HYDROGENE, dont le siège social est 6, rue Cognacq-Jay - 75007 PARIS, est autorisée à exploiter les installations dont la liste figure dans les prescriptions annexées au présent arrêté.

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant doit se conformer aux dispositions du code du travail et notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-144, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui sont fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 2 -

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté est affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 -

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté fait l'objet, indépendamment des sanctions pénales, de sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 4 -

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-74 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 5 -

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers à compter du jour de sa publication.

Article 6 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le maire de la commune de Notre-Dame-de-Gravenchon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, le directeur de l'agence régionale de santé, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents

habilités des services précités sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont copie est affichée pendant une durée minimum d'un mois aux portes de la mairie de Notre-Dame-de-Gravenchon.

Un avis est inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Fait à ROUEN, le - 7 NOV. 2014

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général adjoint

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'E. Guillet', with a long horizontal stroke extending to the left.

Étienne GUILLET

ROUEN, le : - 7 NOV. 2014

LE PRÉFET,

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral

en date du ...7. NOV. 2014

Pour le Préfet, en déléguation,
le Secrétaire Général Adjoint,

Etienne GUILLET

Société AIR LIQUIDE HYDROGENE à Notre-Dame-de-Gravenchon

Article 1er : Objet

La société AIR LIQUIDE HYDROGENE, dont le siège social est situé 6 rue Cognacq-Jay, 75007 PARIS, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour ses installations implantées Zone Industrielle de Port-Jérôme, Avenue Kennedy - CD 110 - Bloc 70, 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon.

Les prescriptions du présent arrêté complètent les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié.

Article 2 : Tableau de classement dans les rubriques de la nomenclature

Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié est remplacé par le tableau joint en annexe 1 du présent arrêté.

Par ailleurs, les dispositions de l'article 1.2.1. - « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » sont complétées par les dispositions suivantes :

« La société AIR LIQUIDE HYDROGENE est visée dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour ses activités de :

- « Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW »
- « Fabrication de produits chimiques inorganiques, tels que gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, chlorure de carbonyl »

La rubrique principale retenue pour l'étude des conclusions des meilleures techniques disponibles est la rubrique 3420.».

Article 3 : Zones de dangers

Les dispositions du chapitre 1.5.- « Périmètre d'éloignement » sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Chapitre 1.5. - PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

Des zones de protection contre les effets d'un accident majeur sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations du site.

La zone des effets létaux et létaux significatifs est celle où il convient en pratique de ne pas augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations hors de l'activité engendrant cette zone, des activités connexes et industrielles mettant en œuvre des produits ou des procédés de nature voisine et à faible densité d'emploi.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'autres locaux nouveaux habités ou occupés par des tiers ou des voies de circulation nouvelles autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations industrielles.

La zone des effets irréversibles est celle où seule une augmentation aussi limitée que possible des personnes, liées à de nouvelles implantations peut être admise.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux établissements recevant du public : immeubles de grande hauteur, aires de sport ou d'accueil du public sans structure, aires de camping ou de stationnement de caravanes, de nouvelles voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour ou voies ferrées ouvertes à un trafic de voyageurs.

Ces zones sont définies par les distances reportées dans le tableau en annexe 2 du présent arrêté.

»

Article 4 : Cessation d'activité

Les dispositions du chapitre 1.6.6. - « Cessation d'activité » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En cas d'arrêt définitif d'une installation, celle-ci est placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci ou six mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée dans le cas des installations autorisées avec une durée limitée.

Cette notification est accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment :

- le plan à jour du site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- les mesures de dépollution des sols éventuellement nécessaires,
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
- en cas de besoin, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage,
- une évaluation de l'état de la pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au troisième alinéa du I de l'article R.515-59 même si l'arrêt ne libère pas de terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage ainsi que les mesures nécessaires pour cette remise en état.

Ces mesures permettent à l'exploitant de placer son site dans un état :

- au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base mentionné à l'article 8.4.6 en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées ;
- tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;
- et tel qu'il permette l'usage futur suivant : industriel.

»

Article 5 : Textes applicables

Le tableau de l'article 1.8.- « Arrêtés, circulaires, instructions applicables » est remplacé par le tableau suivant :

«

Dates	Textes
02/05/13	Arrêté modifiant l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement
28/02/13	Arrêté portant transposition des chapitres V et VI de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)
31/10/12	Arrêté relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour sa troisième période (2013-2020)
31/05/12	Arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en oeuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.
31/05/12	Arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement.
29/02/12	Arrêté modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement
24/01/11	Arrêté fixant les règles parasismiques applicables à certaines installations classées
04/10/10	Arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
10/05/10	Circulaire récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003
07/07/09	Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
31/01/08	Arrêté modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
04/05/07	Circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 relatif au porter à connaissance "risques technologiques " et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées
10/03/06	Arrêté relatif à l'information des populations pris en application de l'article 9 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005
29/09/05	Arrêté relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
23/08/05	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1412 de la nomenclature des installations classées.
28/07/05	Arrêté modifié relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
30/06/05	Arrêté modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
20/04/05	Arrêté modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses modifié
08/07/03	Arrêté relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère

	explosive
10/05/00	Arrêté modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
02/02/98	Arrêté modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

»

Article 6 : Garanties financières

Il est rajouté à la section 1 du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 le chapitre suivant :

«

Chapitre 1.11. - GARANTIES FINANCIERES

Article 1.11.1. - Objet

La société AIR LIQUIDE HYDROGENE, ci-après dénommée « l'exploitant », est tenue, dans le cadre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, de procéder au calcul du montant des garanties financières visant la mise en sécurité des installations listées à l'article 1.2.1. du présent arrêté.

Néanmoins, en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et compte-tenu du montant fixé à l'article 1.11.3., l'exploitant n'a pas obligation de constituer ces garanties financières.

Article 1.11.2 : Installations couvertes par les garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations listées dans le tableau ci-après ainsi qu'à leurs installations connexes :

Rubrique	Libellé / alinéa	Régime
1415	Fabrication industrielle d'hydrogène	Autorisation

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R.516-2 du Code de l'environnement.

Article 1.11.3 : Montant des garanties financières / natures et quantités de déchets couvertes par ces garanties

Le montant des garanties financières est fixé à 65 505,34 € TTC.

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé au présent article a été calculé.

Type de déchets / produits	Quantité maximale susceptible d'être stockée au sein de l'installation
Déchets non dangereux	300 kg
Déchets liquides ou pâteux (eaux industrielles, boues décanteur, éthylène glycol, huiles usagées)	93,42 tonnes
Déchets Industriels Dangereux (dont catalyseurs valorisés mais non enlevés gratuitement)	65,3 tonnes

Article 1.11.4 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

»

Article 7 : Valeurs limite d'émission

Le tableau de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié est remplacé par le tableau joint en annexe 3 du présent arrêté.

L'alinéa « Combustible » de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié est remplacé par l'alinéa suivant :

« le combustible est composé d'un mélange de gaz naturel, de gaz résiduaire et de gaz de régénération.

Le gaz résiduaire provient de la régénération des bouteilles de la section de purification d'hydrogène (PSA) et est composé principalement de dioxyde de carbone, d'hydrogène, de méthane et de monoxyde de carbone.

Le gaz de régénération provient de la régénération des bouteilles de séchage du gaz résiduaire de la section unité Cryocap™ H₂ et est composé principalement de méthane, d'hydrogène et de monoxyde de carbone. »

Article 8 : Niveaux acoustiques

Les dispositions de l'article 6.2.2. « niveaux limites de bruit » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les niveaux limites de bruit exprimés en dB(A) engendrés par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas excéder les valeurs suivantes en limite de propriété :

Le jour : de 7h00 à 22h00	La nuit : de 22h00 à 7h00	
70 dB	70 dB si le bruit résiduel est supérieur à 60 dB	60 dB si le bruit résiduel est inférieur à 60 dB

Les dispositions de l'article 6.2.3. « mesures des valeurs d'émission », sont complétées par les dispositions suivantes :

« Une campagne de mesurage acoustique sera réalisée lors la mise en service des installations liées à l'extension Cryocap™ H₂.

Les résultats de cette campagne de mesures seront transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois après la réalisation des mesures.

Les solutions d'isolation des sources acoustiques permettant de respecter les obligations réglementaires seront mises en place dans un délai de six mois après la réalisation des mesures. »

Article 9 : Protection contre la foudre

Les dispositions de l'article 7.3.5.- « Protection contre la foudre » sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Article 7.3.5.1. - Conception

Considérant qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, une analyse du risque foudre doit être réalisée par un organisme compétent.

L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2 (version de novembre 2006) ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'analyse du risque foudre.

Article 7.3.5.2. - Étude technique, installation et suivi

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 7.3.5.3. - Entretien et vérification

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3 (version de novembre 2006).

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

»

Article 10 : paramètres de sécurité

Les dispositions de l'article 7.5. - « Paramètres de sécurité » sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

CHAPITRE 7.5. - FACTEURS ET ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DISPOSITIFS DE CONDUITE

Article 7.5.1. - Liste des mesures de maîtrise des risques (MMR)

L'exploitant établit dans son étude des dangers, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques (MMR) techniques et/ou organisationnelles au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets irréversibles hors de l'établissement.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

Ces MMR :

- ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action,
- sont conçues de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation (température, pression,...) et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.),
- sont contrôlées périodiquement et maintenues au niveau de fiabilité décrit dans les études des dangers. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées

Les paramètres relatifs aux performances de ces MMR, au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sont définis et suivis, leurs dérives détectées et corrigées, dans le cadre des procédures du système de gestion de sécurité de l'exploitant. En cas d'anomalies récurrentes, des mesures correctives adaptées sont mises en œuvre afin de garantir leur efficacité.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou d'un élément d'une MMR, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. L'indisponibilité ou le shunt d'une MMR doit être enregistré et clairement signalé en salle de commande. L'exploitant prend toutes les dispositions pour que l'information soit assurée lors des changements d'équipes. Le shunt des MMR ne doit pas être possible par une action simple, mais doit être protégé par un code ou une clé après validation selon une procédure adaptée.

L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés ci-dessus, notamment :

- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques,
- les résultats de ces programmes,
- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques,
- tous les éléments permettant de justifier le niveau de confiance,
- les anomalies et défaillances des MMR.

Article 7.5.2. - Domaine de fonctionnement sur des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Article 7.5.3. - Système d'alarme et de mises en sécurité des installations

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

Article 7.5.4. - Dispositifs de conduite

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.

Sans préjudice de la protection de personnes, la salle de contrôle des unités est protégée contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche, en vue de permettre la mise en sécurité des installations.

Article 7.5.5. - Surveillance et détection des zones de danger

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection à moins que le détecteur ne soit auto-contrôlé.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

Article 7.5.6. - Utilités destinées à l'exploitation des installations

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

»

Article 11 : Moyens incendie

Les dispositions de l'article 7.7.2.2. - « Extincteurs - Détecteurs » sont complétées par les dispositions suivantes :

« Des détecteurs incendie sont présents et judicieusement répartis au niveau du centre de conditionnement H₂, du groupe frigorifique au propane, de l'échangeur au propane et des compresseurs d'offgas.»

Les dispositions de l'article 7.7.2.3. - « Hydrants » sont complétées par les dispositions suivantes :

« Une lance à incendie est raccordée en permanence sur la bouche à incendie située à proximité du centre de conditionnement d'hydrogène.

En cas d'installation de nouveaux hydrants, une attestation est délivrée par l'installateur des poteaux incendie et fait apparaître la capacité maximale du réseau incendie et la conformité à la norme NFS 62.200 (ou à une autre norme relative aux règles d'installation et de maintenance des poteaux d'incendie) précisant le débit minimal et les pressions statiques et dynamiques. Un exemplaire de ce document est transmis au Groupement Prévention de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours d'Yvetot.

La réception des nouveaux hydrants se fait en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours et un exemplaire du rapport doit être transmis au Groupement Prévention de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours d'Yvetot.»

Les dispositions de l'article 7.7.2.5. - « Ecrans d'eau » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Aux équipements ci-dessus s'ajoutent les moyens ci-après :

- Un dispositif fixe d'arrosage permettant, localement et à distance (en dehors de la zone de danger), d'établir un rideau d'eau continu permettant :
 - la protection faciale du bâtiment administratif,
 - la protection de l'interface Est entre les manifolds et le reste de la section de purification d'hydrogène (PSA),
 - la protection de l'interface Ouest entre les manifolds et le reste de la section de purification d'hydrogène (PSA),
 - la protection de l'interface entre les réacteurs R-201, R-202 1&2 et la section de purification d'hydrogène (PSA).
- Un dispositif fixe d'arrosage permettant d'établir un rideau d'eau entre le groupe froid au propane et les réservoirs de CO₂ ainsi qu'entre le groupe froid au propane et le rack de tuyauteries de l'unité CryocapTM H₂.

En particulier, ces équipements doivent permettre d'interrompre la progression d'un nuage de gaz inflammable ou toxique ayant son origine sur l'unité. Il doit également constituer une protection efficace vis-à-vis des flux thermiques et favoriser l'approche des personnels de sécurité en limitant le rayonnement thermique en cas d'incendie.

»

Article 12 : Détection ambiance et toxique

Les dispositions de l'article I.1.2. - « Autres organes de détection » du titre II sont complétées par les dispositions suivantes :

« Des analyseurs d'ambiance sont présents dans toutes les zones où le risque de sur et sous oxygénation est possible, notamment en salles d'analyses et dans les cabines instrumentation.

La détection ambiance active une signalisation sonore et visuelle locale et transmet également l'alerte directement sur le système de contrôle commande.

Des analyseurs de CO₂ sont à disposition du personnel d'exploitation et implantés de la façon suivante :

- trois toximètres sont a minima présents au niveau des stockages de CO₂,
- un toximètre est a minima présent au niveau de l'abri conducteur,
- un toximètre est a minima présent au niveau de la salle analyse du local « multifonctions ».

La section « Unité CryocapTM H₂ » est équipée a minima des détecteurs incendie suivants :

- un détecteur est présent au niveau du groupe frigorifique au propane,
- un détecteur est présent au niveau de l'échangeur au propane,

- un détecteur est présent au niveau du compresseur d'offgaz.
- »

Article 13: Surveillance des émissions et de leurs effets

Les dispositions de l'article 3.2.4. - « Surveillance des rejets, du chapitre 4.4. - « Surveillance des rejets » et du chapitre 4.5. - « Surveillance des eaux souterraines » sont remplacées par les dispositions suivantes, ajoutées au titre I de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié :

«

SECTION 8 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 8.1. - PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'environnement.

Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 8.2. - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 8.2.1. - Conditions générales

Pour ce chapitre, les méthodes de prélèvement et d'analyse sont celles en vigueur.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.

Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux est effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.

Article 8.2.2. - Autosurveillance des émissions atmosphériques

Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

L'annexe 2 définit le contenu minimum de ce programme d'autosurveillance : paramètres à surveiller, fréquence des mesures, fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Les chaînes de mesure en continu sont installées et exploitées suivant les règles de l'art, la réglementation en vigueur et les recommandations des constructeurs. Elles sont étalonnées selon les normes en vigueur et vérifiées aussi souvent que nécessaire.

Article 8.2.3. - Autosurveillance des rejets dans l'eau

Les prélèvements et les analyses sont réalisés dans des conditions représentatives des activités et du fonctionnement de l'installation.

L'annexe 3 définit le contenu minimum de ce programme d'autosurveillance : paramètres à surveiller, fréquence des mesures, fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article 8.2.4. - Autosurveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines en respectant au moins les dispositions suivantes :

- trois puits de mesure, au moins, doivent être implantés dont deux en aval du site et un en amont du site et leur implantation doit être faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ; l'implantation des moyens de surveillance et les modalités de mesure doivent être déterminées de façon à assurer une surveillance efficace de la qualité des eaux souterraines sous le site à proximité des installations ;
- deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements doivent être effectués dans la nappe ;
- l'eau prélevée dans ces piézomètres doit faire l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesure sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Toute anomalie doit lui être signalée dans les meilleurs délais.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit s'assurer par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il doit informer le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

La surveillance est réalisée comme suit :

Paramètres	Programme analytique
Hydrocarbures (C10-C40)	2 fois / an
Métaux : arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc	1 campagne
Phosphore total	1 campagne
Cyclohexylamine	1 campagne
Azote total	1 campagne
Méthanol	1 campagne
Glycols	1 campagne

La campagne de mesure citée dans le tableau ci-dessus sera réalisée dans les trois mois suivants la mise en service des installations. Les résultats de cette campagne de mesure seront transmis dans un délai de deux mois après la réalisation des mesures.

Article 8.2.5. - Autosurveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

CHAPITRE 8.3. - SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

Article 8.3.1. - Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Article 8.3.2. - Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant établit annuellement un rapport de synthèse relatif aux mesures et analyses imposées au chapitre 8.2.

Ce rapport traite a minima de l'interprétation des résultats des analyses demandées accompagnés des mesures comparatives mentionnées au chapitre 8.1, de commentaires sur les causes de dépassements constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 8.3.3. - Transmission des résultats de l'autosurveillance des déchets

Les justificatifs évoqués à l'article 8.2.5. doivent être conservés (trois ans ou cinq ans ou 10 ans).

Article 8.3.4. - Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 6.2.3. sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 8.4. - BILAN PERIODIQUE

Articles 8.4.1. - Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau : le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

Ce bilan comporte, a minima, un bilan des résultats de la surveillance des émissions accompagné de toute autre donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

Article 8.4.2. - Surveillance périodique du sol et des eaux souterraines

Une surveillance périodique est effectuée au moins tous les cinq ans pour les eaux souterraines et au moins tous les dix ans pour le sol. Cette surveillance porte sur les substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R. 515-59 du Code de l'environnement.

Article 8.4.3. - Rapport de base

Le rapport de base dont le contenu est précisé à l'article R. 515-59 du Code de l'environnement est à remettre dans le cadre du premier réexamen des conditions d'autorisation ou lors de la première modification substantielle des installations.

Article 8.4.4. - Dossier de réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation au titre de la directive IED

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur de la fabrication industrielle d'hydrogène et associée à la rubrique principale définie à l'article 1.2.1. Il n'existe à ce jour pas de BREF dédié à cette activité.

En cas de parution de meilleurs techniques disponibles relatives à un BREF concernant l'activité exercée sur le site, dans le cadre du réexamen, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R. 515-59 1°).

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernés doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R. 515-67 du Code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R. 515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, est soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L. 515-29 du Code de l'environnement et selon les modalités des articles R. 515-76 ou R. 515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

Le premier réexamen devra être accompagné du rapport de base exigé à l'article L.515-30 du code de l'environnement et dont le contenu est précisé à l'article R.515-59 de ce même code, sauf si celui-ci a déjà été remis antérieurement.

Article 8.4.5. - Réexamen particulier

Le réexamen des prescriptions dont est assortie l'autorisation peut être demandé par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans les cas mentionnés au II et III de l'article R515-70 du code de l'environnement, en particulier :

- si la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Le réexamen est réalisé dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent ; le dossier de réexamen étant à remettre dans les douze mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

»

Article 14 : Efficacité énergétique et pollutions lumineuses

Les dispositions suivantes sont ajoutées au titre I de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié :

«

SECTION 9 - EFFICACITE ENERGETIQUE ET POLLUTIONS LUMINEUSES

Article 9.1. - Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à assurer la meilleure efficacité énergétique, et notamment par la mise en œuvre de technologies contribuant aux économies d'énergie et à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

Article 9.2. - Efficacité énergétique

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations. À ce titre, une analyse des consommations mensuelles par poste énergétique : électricité, gaz naturel, fuel domestique,... est réalisée. La consommation est ensuite rapportée à une unité représentative de l'activité de l'établissement, et fait l'objet d'un bilan annuel. Un plan d'actions de réduction est élaboré en fonction des potentialités d'optimisation.

L'exploitant fait réaliser tous les cinq ans par une personne compétente un examen de ses installations et de leur mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin d'en accroître l'efficacité énergétique. Cet examen doit, entre autres, porter sur l'isolation thermique, le chauffage, la réfrigération, la ventilation, l'éclairage et la production des utilités : eau chaude, vapeur, air comprimé,... Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Le premier examen devra intervenir au plus tard dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 9.3. Economies d'énergie en période nocturne et prévention des pollutions lumineuses

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de ses installations afin de supprimer, sinon réduire, l'impact de l'éclairage sur la consommation d'énergie, sur la préservation de la santé humaine et sur celle des écosystèmes.

À cet effet, l'utilisation nocturne de sources lumineuses est interdite, sauf à justifier d'obligations motivées par la sécurité publique ou du personnel, ou par la lutte contre la malveillance.

Lorsque l'utilisation de sources lumineuses ne peut être évitée, elle doit être adaptée aux nécessités réelles.

En particulier :

- l'éclairage est assuré par des lampes et luminaires " éco-performants " et la signalisation par des dispositifs rétroréfléchissants, lorsque cela ne remet pas en cause la sécurité des travailleurs. L'utilisation de déflecteurs " abat-jour " diffusant la lumière vers le bas doit permettre de réduire la lumière émise en direction des zones d'habitat et des intérêts naturels à protéger ;
- des dispositifs d'obturation (stores ou volets) équiperont les ouvertures des locaux devant rester éclairés ;
- s'agissant de la lutte contre la malveillance, préférence sera donnée à l'allumage des sources lumineuses asservi à des minuteries et/ou à des systèmes de détection de présence, ceci afin d'éviter l'éclairage permanent du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'application de ces prescriptions.

»

Article 15 : Unité Cryocap™ H₂

Les dispositions suivantes sont ajoutées au titre II de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié :

«

SECTION 12 - UNITE CRYOCAP™ H₂

Toutes les alarmes inhérentes à l'unité sont retransmises en salle de contrôle.

Des boutons d'arrêt d'urgence sont judicieusement disposés dans l'unité de manière à pouvoir mettre en toute circonstance l'installation en position de sécurité. Un bouton d'arrêt d'urgence est a minima présent à proximité du groupe propane.

Toutes mesures sont prises pour éviter l'entrée d'air dans les capacités et tuyauteries contenant de l'hydrogène. Les équipements de l'unité, pour lesquels les risques liés aux pressions sub-atmosphériques sont présents, sont pourvus de capteurs de pression avec alarmes et sécurités basses réglées à des valeurs positives de pression.

Les phases de mise à l'air pour entretien d'un équipement sont particulièrement encadrées par des procédures strictes permettant d'assurer que l'inertage puis la remise en teneur soient correctement effectués avant reconnexion de l'équipement au procédé.

En cas d'arrêt, les installations sont maintenues à une pression supérieure à la pression atmosphérique pour éviter les entrées d'air.

Les capacités contenant du propane sous-pression liquéfié sont équipées de soupapes calculées au feu.

Les éléments suivants sont a minima équipés d'une soupape :

- refoulement des compresseurs d'off-gas et de CO₂,
- sortie de l'unité membranaire,
- évaporateur E773,
- séparateur d'huile du groupe frigorifique au propane,
- réserve de liquide propane X871-V2.

Sur détection de pression haute entre les membranes et les sécheurs, les vannes d'arrivée vapeur et en sortie de l'unité membranaire se ferment.

La détection de pression haute sur le séparateur d'huile entraîne le déclenchement du compresseur X871-C et l'arrêt du groupe propane.

La tuyauterie en sortie d'échangeur principal E575 vers l'unité membranaire est pourvue de vannes automatiques d'isolement asservies à la température, le déclenchement du compresseur d'off-gas se faisant sur température très basse.

La détection d'une température haute dans le réacteur d'oxydation catalytique déclenche la mise en sécurité de la section d'oxydation catalytique, de compresseur de CO₂ et du réchauffeur électrique.

RISQUE TOXIQUE

La section est équipée a minima des analyseurs de CO suivants :

- un toximètre est présent au niveau de la cabine analyse de l'unité,
- trois toximètres sont présents au niveau du compresseur d'offgaz de l'unité,
- trois toximètres sont présents au niveau du rack de l'unité comprenant notamment les modules membranaires.

Le seuil d'alarme est à 25 ppm.

Article 16 : Stockage de gaz liquéfiés

Les dispositions suivantes sont ajoutées au titre II de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié :

«

SECTION 13 - STOCKAGE DE CO₂ LIQUEFIE

Les stockages de CO₂ sont équipés d'un capteur de niveau avec transmission en salle de contrôle et indication en local.

Afin d'éviter un sur-remplissage, ce capteur déclenche une alarme en cas de niveau haut qui entraîne la mise en sécurité automatique du réservoir.

Les réservoirs de CO₂ sont équipés d'une vanne de mise à l'air libre en cas de pression haute et d'un système de remise en pression en cas de pression basse.

Les réservoirs sont équipés de soupapes en redondance.

»

Article 17 : Chargement et déchargement

Les dispositions suivantes sont ajoutées au titre II de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2004 modifié :

«

SECTION 14 - CHARGEMENT ET DECHARGEMENT

CAMIONS CITERNES (CO₂ LIQUIDE)

La détection de la présence et de l'éveil du personnel conditionnant les camions-citernes est reportée en salle de contrôle.

Les camions-citernes sont équipés de détecteur de fermeture des portes ou de l'auvent du caisson situé à l'arrière.

Une alarme sonore et visuelle est présente dans la cabine du véhicule en cas de tentative de démarrage sans avoir fermé l'auvent du caisson situé à l'arrière du véhicule.

SEMI-REMORQUES (HYDROGENE)

Les postes de conditionnement d'hydrogène sont équipés de voyant lumineux et de barrières asservies autorisant ou interdisant certaines manipulations de la part des chauffeurs (ce système de sécurité permettant de prévenir en particulier le risque d'arrachement du flexible par démarrage du semi-remorque avant déconnexion du flexible).

Les semi-remorques doivent être raccordés au réseau de terre.

Une alarme visuelle est présente dans la cabine du véhicule lorsque le coffre à vannes à l'arrière du semi-remorque est ouvert. Une alarme sonore se déclenche en cas de tentative de démarrage sans avoir refermé le coffre à vannes du véhicule..

Le compresseur d'hydrogène est équipé d'une soupape au refoulement.

»